AMNESTY INTERNATIONAL
DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR
26 novembre 2012
Index : EUR 11/010/2012

Albanie. Justice lente et défaillante dans l'affaire Remzi Hoxha

En 1995, Remzi Hoxha, homme d'affaires albanais de Macédoine, a disparu en Albanie. Le 22 novembre 2012, le tribunal chargé des crimes graves qui siège à Tirana a déclaré trois anciens membres du Service national du renseignement (ShIK) coupables d'avoir participé à la détention de Remzi Hoxha et aux actes de torture qui lui ont ensuite coûté la vie, ainsi que d'avoir détenu et torturé deux autres hommes, Ziso Kristopulli et Avdyl Loshaj.

Amnesty International déplore cependant que cette décision n'ait pas permis de rendre pleinement justice à la famille de Remzi Hoxha.

En effet, Ilir Kumbaro, ancien agent de haut rang du ShIK, est toujours en liberté alors qu'il a été condamné par contumace à 15 ans de réclusion pour avoir torturé Remzi Hoxha et causé sa mort. Il s'est soustrait à une procédure d'extradition à Londres, en décembre 2011.

Ses coaccusés, Avni Koldashi et Arben Sefgjini, ont été déclarés coupables d'« actes arbitraires » et de « privation de liberté ». Ces infractions ayant fait l'objet d'une amnistie en 1997, le juge a statué que cela devait s'appliquer aux deux hommes et il a donc prononcé un non-lieu.

En conséquence, les trois accusés demeurent libres. En 2009, Arben Sefgjini a même été nommé à la tête du service national de la probation, au sein du ministère de la Justice, alors qu'il était encore poursuivi pour sa participation à des crimes extrêmement graves. Il occupe toujours ce poste important.

Amnesty International constate que les procédures sont incroyablement longues en Albanie, ce qui n'a pas permis à la famille de Remzi Hoxha d'obtenir justice rapidement. L'organisation déplore, par ailleurs, que les tribunaux et autorités britanniques n'aient pas fait en sorte qu'Ilir Kumbaro soit extradé comme il se devait : il a été libéré sous caution mais la mesure le contraignant à porter un bracelet électronique a été levée, ce qui lui a permis de quitter son domicile en toute discrétion et d'entrer dans la clandestinité.

En raison de ces défaillances, les proches de Remzi Hoxha n'ont finalement pas pu obtenir justice ni réparation. En outre, ils ignorent toujours où se trouve sa dépouille, qu'ils souhaitent récupérer pour lui donner une sépulture. Amnesty International note que Bashkim Gazidede, directeur du ShIK en 1995, est mort en 2008. Il niait avoir eu connaissance de cette affaire.

Depuis de nombreuses années, l'organisation fait campagne sur le cas de Remzi Hoxha en appelant les autorités albanaises à faire la lumière sur le sort de cet homme et à traduire en justice les responsables présumés de sa disparition. Dix-huit ans après les faits, sa famille mérite de connaître la vérité.